INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 1er mars 2022**

* Les Bourses européennes ont aligné une nouvelle séance de repli ce mardi, toujours minées par la guerre en Ukraine. Au son de la cloche, le CAC 40 a ainsi perdu 3,94% à 6 396,49 points et l’EuroStoxx 50 a abandonné 3,55% à 3 784,80 points. A Wall Street, les indices résistent un peu mieux : le Dow Jones et le Nasdaq Composite limitent leur repli à 1,67% et 1,15%, en fin d’après-midi.
* Les premiers pourparlers de lundi entre la Russie et l'Ukraine n'ont rien donné de concret, et l'offensive russe s'est poursuivie, avec notamment la capitale Kiev dans le viseur. En dépit des importantes sanctions financières prises à son encontre, la Russie assure qu'elle continuera ses opérations jusqu'à l'atteinte de ses objectifs.
* Dans un tel contexte, les statistiques du jour sont passées inaperçues. Dans la zone euro, la forte croissance du secteur manufacturier s'est poursuivie en février. L'indice PMI manufacturier d'IHS Markit pour la zone euro est finalement ressorti à 58,2, contre 58,7 en janvier.
* Aux Etats-Unis, l'ISM manufacturier a dépassé les attentes en ressortant à 58,6 en février, contre un consensus de 58 et après 57,6 en janvier.
* Si au cours de ces dernières semaines, le Bitcoin et les cryptomonnaies n'ont pas tenu leurs promesses de valeur refuge, ils se distinguent cependant ces derniers jours par leur progression. Alors que les autres actifs sont sous pression, le Bitcoin gagne plus de 5% à près de 43 800 dollars. De leur côté, les altcoins amplifient pour la plupart cette progression. Ces hausses interviennent alors que la demande pour les cryptomonnaies a fortement progressé en Ukraine et en Russie. Soumis à d'importantes sanctions occidentales, les russes ont vu leur monnaie tomber à un plus bas historique.

Dans ces conditions, le Bitcoin et les autres monnaies numériques peuvent apparaître comme une valeur refuge.

* Face au bond des cours des matières premières, et en premier lieu du pétrole, provoqué par le conflit en Ukraine, les membres de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) ont décidé de libérer 60 millions de barils de leurs réserves de pétrole, a fait savoir le ministre japonais de l'Industrie, Koichi Hagiuda. Sur ces 60 millions, la moitié sera libérée par les Etats-Unis. Pas sûr que cela soit suffisant pour endiguer la hausse des cours, le Brent s'échangeant en fin de journée contre 105,58 dollars (+7,77%), son plus haut niveau depuis 2014.

Dans le même temps, le gaz naturel progresse de 2,66% à 4,52 dollars par Mbtu. Selon des informations Reuters, la société Nord Stream 2 AG, enregistrée en Suisse et censée exploiter le gazoduc - toujours non opérationnel - reliant la Russie à l'Allemagne, serait sur le point de se mettre en cessation de paiement. Le ministre suisse de l'Economie a par ailleurs déclaré lundi que la société avait procédé au licenciement de ses 140 employés dans la ville de Zoug.

* En Allemagne, l’inflation IPCH s’est élevée à 5,5% en février 2022 en rythme annuel, selon une première estimation de Destatis. Le consensus Reuters visait +5,4%. En janvier 2022, l’inflation avait atteint 5,1% en rythme annuel. Rappelons que l’inflation IPCH permet la comparaison entre pays européens.
* La croissance du secteur manufacturier français a rebondi en février 2022, selon les données publiées par IHS Markit. L'indice PMI manufacturier pour la France est finalement ressorti à 57,2 contre une estimation flash de 57,6 et après 55,5 en janvier.

" Malgré les très fortes perturbations sur les chaînes d'approvisionnement auxquelles les fabricants ont été confrontés ces derniers mois, le secteur manufacturier français semble conserver un certain dynamisme, la production ayant enregistré, en février, sa plus forte croissance depuis juillet dernier ", a commenté Joe Hayes, Senior Economist à IHS Markit.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, Thales (+5,15%) a de nouveau dominé le CAC 40, toujours portée par la nette hausse à venir des dépenses de défense de l'Allemagne, ainsi que par une recommandation favorable de Jefferies.
* En revanche, les valeurs exposées à la Russie ont souffert, à l'image de Société Générale (-9,36%), Renault (-11,23%) et Engie (-13,19%). En parallèle, le net repli des rendements obligataires a pesé sur Crédit Agricole (-7,76%) et BNP Paribas (-6,81%).
* Hors CAC, Atos a dévissé de 20,38% en raison de perspectives 2022 décevantes.
* Engie (-13,2% à 12,386 euros) et TotalEnergies (-2,72% à 44,35 euros) ont été sous pression à la Bourse de Paris après les déclaration de Bruno Le Maire, le ministre français de l'Economie, concernant leur présence en Russie. Le ministre a estimé sur Franceinfo qu'il y avait "désormais un problème de principe à travailler avec toute personnalité politique ou économique proche du pouvoir russe". Il a dit vouloir discuter du sujet avec le président de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, et la directrice générale d'Engie, Catherine McGregor.

Les deux groupe se retrouvent acculés en bourses malgré la hausse des prix des matières premières, alors que les concurrents BP et Shell ont annoncé des mesures pour cesser leurs activités en Russie. BP a notamment annoncé ce weekend sa sortie du capital du géant pétrolier russe Rosneft, dans lequel il détient 19,75%, quitte à passer une charge de 25 milliards de dollars.

De son côté, Shell va définitivement quitter le site de production de GNL de Sakhalin 2, détenu à hauteur de 27,5%. Son partenaire local, Gazprom, détient lui 50% du site. La major anglo-néerlandaise, dont les actifs russes se montaient à 3 milliards de dollars à fin 2021, a également annoncé son désengagement du projet de gazoduc Nord Stream 2.

TotalEnergies n'a en revanche pas annoncé de retrait de Russie, mais s'est contenté d'annoncer la fin du développement de nouveaux projets dans le pays. Présent en Russie depuis 1991, le français emploie notamment plus de 200 personnes en Russie, et détient une participation de 19,4% dans la société Novatek, spécialisée dans le GNL, ainsi qu'une de 20% dans le champ de pétrole onshore de Kharyaga.

"TotalEnergies approuve l'étendue et la force des sanctions mises en place par l'Europe et les mettra en œuvre quelles que soient les conséquences (en cours d'évaluation) sur la gestion de ses actifs en Russie", a déclaré le groupe dans un communiqué. Il a également condamné l'agression militaire russe et exprimé sa solidarité envers le peuple Ukrainien.

Engie est pour sa part lié notamment à la Russie via le projet de gazoduc NordStream 2.

* Le rendez-vous était pris. Il a été honoré. Stellantis (-6,99% à 15,238 euros) vient de lever le voile sur son plan stratégique de long terme, « Dare Forward 2030 ». Le groupe issu de la fusion entre PSA et FCA ambitionne de doubler son chiffre d’affaires net d’ici 2030 et de maintenir des marges opérationnelles courantes à deux chiffres tout au long de la décennie. En parallèle, le constructeur automobile veut générer plus de 20 milliards d’euros de free cash flows industriels en 2030.

Stellantis vise également un ratio de distribution des dividendes de 25 à 30% jusqu'en 2025 et souhaite racheter jusqu'à 5% des actions ordinaires en circulation.

Comme pour l'ensemble du secteur automobile, le futur de Stellantis passera bien entendu par un grand coup d'accélérateur dans l'électrique.

" Nous préparons les conditions pour atteindre 100% de véhicules électriques (BEV) vendus en Europe et 50% aux États-Unis à l'horizon 2030 ", a déclaré Carlos Tavares, le directeur général de Stellantis

" Nous prévoyons d'avoir plus de 75 BEV, et de vendre 5 millions de BEV chaque année dans le monde à l'horizon 2030 ", a ajouté le dirigeant.

Au final, Stellantis compte atteindre une empreinte carbone neutre à l'horizon 2038, avec une réduction de 50% d'émissions d'ici 2030.

En marge de la présentation de ce nouveau plan stratégique, Stellantis a indiqué qu'il prévoyait d'atteindre 100% de l'objectif annuel de 5 milliards d'euros de cash lié aux synergies prévues d'ici fin 2024.

Par ailleurs, Carlos Tavares s'est voulu rassurant ce matin sur l'exposition de Stellantis à la Russie. L'activité du groupe dans le pays ne représente ainsi qu'une vingtaine de millions d'euros de résultats.

* L'action Atos échoue une nouvelle fois à la dernière place de l'indice SBF 120, dévissant de 20,38% à 27,75 euros. Le spécialiste de la transformation numérique des entreprises accumule les mauvaises nouvelles. Après deux avertissements, dont l'un accompagné d'importantes dépréciations, depuis le début de l'année - venant à la suite d'une année exécrable - le groupe technologique a présenté des perspectives 2022 décevantes. La sanction boursière est sans appel et renvoie le titre sur ses niveaux de 2012.

Cette année, Atos prévoit une croissance du chiffre d'affaires à taux de change constants comprise entre -0,5% et +1,5% ; une marge opérationnelle de 3% à 5% et un flux de trésorerie disponible compris entre -150 millions d'euros et 200 millions d'euros. Les analystes étaient plus optimistes, en particulier au niveau des résultats. Le marché anticipait respectivement +0,5%, 5,8% et 297 millions d'euros.

* Zalando a chuté à la Bourse de Francfort, sombrant ainsi dans les tréfonds du Dax. Le site de vente de prêt-à-porter subit des prises de bénéfices au lendemain d'une forte hausse (+7,35%) et dans la foulée d'une publication annuelle mitigée. Le groupe a notamment publié un bénéfice net de 234,5 millions d'euros en 2021, en hausse de 3,7% sur un an, mais celui-ci est ressorti en-dessous des attentes d'UBS (252 millions d'euros). L'EBIT ajusté a en revanche fait largement mieux, ressortant à 468,4 millions d'euros (+11,3%), contre 404 millions attendus.

La marge d'EBIT ajusté s'établit à 4,5%, en baisse de 0,8 point.

Les revenus de Zalando ont quant à eux affiché une croissance de 29,7% à 10,35 milliards d'euros, impliquant une surperformance de 2% par rapport au consensus rapporté par Stifel. Le site marchand a profité d'un gain de 10 millions de clients sur l'exercice, pour porter le total à 48,5 millions dans 23 pays. Les clients ont réalisé en moyenne 5,2 commandes chacun (+8,5%), pour un panier moyen de 56,9 euros (-1,3%). La croissance du volume brut de marchandises (GMV) est ressortie à 34,1% à 14,3 milliards d'euros.

La chute du titre s'explique également par la déception des investisseurs concernant les perspectives du groupe. En effet, Zalando s'attend à un net ralentissement de la croissance en 2022, après avoir largement profité de la demande de e-commerce grâce à la crise sanitaire.

* EssilorLuxottica a annoncé mardi la finalisation de l’acquisition du réseau de laboratoires Walman Optical aux États-Unis, un partenaire de premier plan de nombreux acteurs de la santé visuelle dans le pays. « Annoncée en mars 2021, l’acquisition permettra à Walman Optical de bénéficier de la capacité d’innovation d’EssilorLuxottica en matière de produits et services pour créer des opportunités de croissance », explique le groupe.
* HP Inc (-0,26% à 34,28 dollars) n'échappe pas à la baisse des marchés en dépit du relèvement de ses objectifs annuels. Si le fabricant de PC et d'imprimantes est toujours confronté à des difficultés d'approvisionnement, les analystes soulignent qu'elles sont plus que compensées par une augmentation du prix de vente moyen. Il s'agit " du deuxième trimestre consécutif au cours duquel les volumes de PC et d'imprimantes ont diminué par rapport à l'année précédente, mais les segments à forte valeur ajoutée ont continué à croître, notamment les PC destinés aux entreprises ", précise JPMorgan.

Dans le détail, les PC ont vu leurs revenus bondir de 15% (+14,3% à change constants) à 12,2 milliards de dollars grâce aux ventes aux professionnels. La marge opérationnelle ajustée a augmenté de 0,7 points à 7,8%.

L'activité d'imprimantes de HP Inc. a, elle, enregistré des ventes en repli de 4,2% (-4,6% à change constants) à 4,8 milliards. La marge opérationnelle ajustée a reculé de 1,6 point à 18,2%.

**ANALYSES**

* L'heure est grave. A l'issue d'une réunion d'urgence, les 31 membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ont décidé de puiser dans leurs réserves stratégiques afin de calmer les tensions sur le marché pétrolier. Au total, ils vont libérer 60 millions de barils, ce qui représente 6 jours de production russe. Avec 10 millions de barils par jour, Moscou est l'un des trois premiers producteurs au monde aux côtés des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite.

L'AIE a pris de telles mesures trois fois depuis sa création : à l'approche de la première guerre du Golfe en 1991, quand des ouragans ont ravagé les installations pétrolières dans le golfe du Mexique en 2005 et au moment de la guerre civile libyenne en 2011. Les membres ont à leur disposition 1,5 milliard de barils en stocks.

Cette décision intervient alors que les prix du pétrole se sont envolés au-delà des 100 dollars depuis l’invasion de l’Ukraine par la Russie. L'AIE souhaite « envoyer un message uni et fort aux marchés pétroliers mondiaux sur le fait qu'il n'y aura pas de pénurie d'offre résultant de l'invasion russe en Ukraine », selon le communiqué. La moitié de ces hydrocarbures seront puisés dans les stocks américains.

Les craintes de pénurie sont d'autant plus fortes que l'Union européenne s'apprête à exclure sept banques russes de la messagerie interbancaire Swift. Contrairement au gaz, le pétrole se transporte plutôt facilement et ne nécessite que peu d'infrastructures. Les marchés estiment donc possible que même les banques très actives dans le pétrole soient bannies du réseau.

Malgré cette annonce, les cours ont continué de progresser. En fin d'après-midi le WTI, référence américaine du pétrole, gagnait plus de 8 % à 105 dollars. Le brent, référence européenne, grimpait de 7,5 % à 107 dollars. « Les exportations russes, c'est 5 millions de barils par jour, constate Bob Yawger de Mizuho cité par Bloomberg, il est impossible de faire le poids avec les réserves stratégiques. Le marché ne peut pas se permettre de perdre les barils russes ».

Les banques de Wall Street ont toutes révisé à la hausse leurs prévisions de prix depuis le début des hostilités. Au regard de la situation militaire, le consultant OilX cité par Bloomberg juge que le baril pourrait même atteindre les 150 dollars. La flambée des prix de l'énergie alimente l'inflation dans les pays de l'OCDE et le mécontentement des populations. Le président américain Joe Biden, sous pression dans l'opinion publique, a dû puiser dans ses réserves pour adoucir la facture à la pompe, il y a quelques mois.

Ce mercredi, l'Opep et ses alliés, dont la Russie, se rencontrent pour discuter des mesures à prendre pour rééquilibrer le marché. Selon les informations de l'agence américaine, l'organisation devrait confirmer sa stratégie de hausse graduelle et lente de la production, ne permettant pas une décrue significative des prix.

**L’AGENDA DU 2 mars 2022**

**9h55 en Allemagne**

Taux de chômage en février

**11h00 en zone euro**

Inflation en février

**14h15 aux Etats-Unis**

Enquête ADP sur l'emploi privé en février

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks pétroliers